



Assurance juridique, une nécessité !

L'exercice de la psychothérapie au Québec, bien que gratifiant, n'est pas exempt de risques juridiques. Les professionnels doivent naviguer à travers des normes déontologiques rigoureuses, des lois sur la protection des renseignements personnels et des relations parfois complexes avec les patients, leurs familles, ou d'autres professionnels. C'est pourquoi l'assurance et l'assistance juridique ne sont pas un luxe, mais une nécessité fondamentale.

L'assurance et l'assistance juridique offrent une tranquillité d'esprit essentielle. En adhérant à l'assurance juridique, le psychothérapeute bénéficie d'une couverture d'assurance lui permettant d'obtenir un remboursement pour les frais juridiques encourus, notamment, dans le cadre d'une enquête ou d'une audience auprès de son organisme de réglementation professionnelle.

Il bénéficiera également d'une assistance juridique, soit la possibilité de discuter avec un avocat sans frais qui pourra répondre à des questions concernant :

1. Les plaintes disciplinaires : Toute plainte déposée auprès du Bureau du syndic de l'Ordre peut mener à une enquête, voire à une audience devant le Conseil de discipline. Les coûts liés à la défense (avocats spécialisés en droit professionnel) sont considérables.

2. Les poursuites civiles : Une erreur de diagnostic, un manquement au devoir de conseil, ou une mauvaise gestion du dossier peuvent engendrer une poursuite en responsabilité professionnelle de la part d'un patient ou de sa famille.
3. Sa vie privée : L'achat ou la vente d'une propriété, une séparation, un décès, ou des enjeux avec un entrepreneur à la suite de travaux effectués à son domicile peuvent mener à plusieurs questionnements sur les droits et obligations des différentes parties prenantes.

Cas Concret : L'assistance juridique lors d'une poursuite en responsabilité civile

Imaginez la situation suivante pour Monsieur Dubois, psychothérapeute spécialisé en thérapie de couple et familiale.

Monsieur Dubois suivait un couple en crise. Au cours des séances, il a été en question que la séparation pourrait être l'option la plus saine si certains schémas destructeurs ne changeaient pas, soulignant toujours que la décision finale leur appartenait. Peu après, le couple a divorcé.

L'un des ex-conjoints, mécontent du partage des biens et attribuant son échec conjugal à l'intervention thérapeutique, a déposé une poursuite civile en responsabilité professionnelle contre Monsieur Dubois. Il alléguait que le psychothérapeute avait outrepassé son rôle et avait activement encouragé la rupture en donnant des "conseils partisans", causant ainsi un préjudice moral et financier (perte d'avantages liés au mariage).

L'Intervention de l'assurance juridique

1. **Réponse à la mise en demeure** : Dès la réception de la mise en demeure ou de l'avis de poursuite, Monsieur Dubois a contacté son assurance juridique. Cette dernière a immédiatement mandaté un avocat spécialisé en responsabilité civile professionnelle pour le représenter.
2. **Analyse du dossier client** : L'avocat a analysé en détail les notes de thérapie de Monsieur Dubois. L'objectif était de prouver que les interventions étaient conformes aux normes professionnelles, qu'elles visaient l'intérêt du client et qu'elles n'étaient pas la cause directe et unique du divorce, le divorce étant un acte posé par les clients eux-mêmes.
3. **Défense et négociation** : L'avocat a géré toutes les communications avec la partie adverse et l'a représenté lors des phases de médiation ou des comparutions initiales. Son rôle était de discréditer la cause de l'ex-conjoint et d'éviter que le psychothérapeute ne soit tenu responsable d'une décision personnelle prise par les clients.

Même si le psychothérapeute était couvert par son Assurance Responsabilité Professionnelle (pour les dommages pécuniaires), l'Assurance/Assistance Juridique a couvert les frais de défense non couverts et, surtout, lui a fourni l'avocat expert nécessaire pour *contester la validité* de la réclamation.

Sans cette couverture, Monsieur Dubois aurait dû payer lui-même des frais juridiques importants pour se défendre dans un procès long et stressant, simplement pour prouver qu'il avait agi conformément à la déontologie. L'assurance juridique lui a permis de continuer sa pratique avec un soutien juridique spécialisé, protégeant ainsi sa réputation et son bien-être face à une attaque non fondée.

L'assistance et l'assurance juridique est donc la protection essentielle qui permet au psychothérapeute de se concentrer sur ses patients, sachant qu'un filet de sécurité professionnel est en place.

Besoin d'en savoir plus sur le programme d'assistance / assurance juridique de l'APQ? Consultez notre page web [ICI](#).